

## SIDI-BEL-ABBÈS

### Une lettre anonyme provoque la colère à Marhoum

Dans la localité de Marhoum, au sud de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès, des personnes (une cinquantaine) dont les noms ont été cités dans des lettres anonymes les accusant de soutien aux groupes terroristes se sont manifestées pour rejeter l'accusation et demander une enquête approfondie pour retrouver l'auteur de ces accusations. En effet, ces derniers jours, la gendarmerie a convoqué 43 personnes dont les noms ont été cités par le corbeau. L'enquête suit toujours son cours mais les personnes incriminées et leurs proches ont, dans la journée de lundi, fait part de leur contestation en se regroupant et en faxant à la Maison de la presse une pétition dans laquelle ils demandent l'ouverture d'une enquête pour retrouver le ou les auteurs de ces lettres.

Il y a lieu de rappeler que les éléments de l'ANP ont, lors d'une opération de ratissage dans la région située entre les localités de Marhoum et Tagouraya intercepté la semaine dernière, un groupe de terroristes au lieu-dit «Fidh soug» qui, après un accrochage violent avec les militaires, se sont fondus dans cette zone forestière très touffue. Les services de sécurité les ont soupçonnés de s'être attardés à cet endroit dans l'attente d'un ravitaillement en denrées alimentaires et en eau par des complices, d'où l'ouverture d'une enquête.

Alors que l'enquête suit son cours, des lettres anonymes sont parvenues à la gendarmerie citant des noms de personnes apportant leur soutien aux groupes terroristes.

A. M.

## BATIMATEC 2015

# L'Ouest en force

**Cette 18<sup>e</sup> édition du Salon international du bâtiment a vu la participation de nombreuses entreprises de l'ouest spécialisées dans le secteur du bâtiment.**

Inaugurée dimanche au Palais des expositions des Pins-Maritimes et organisée conjointement par la société Batimatec Expo, en partenariat avec la Société des foires et expositions (Safex), cette nouvelle édition accueille plus 1 200 exposants dont 640 étrangers venus de 26 pays.

Au niveau africain, l'Afrique du Sud est présente en sa qualité de deuxième économie du continent, après le Nigeria. La Serbie, la Malaisie ainsi que la Turquie ne sont pas à leur

première présentation cependant la Turquie se hisse au premier plan parmi les présents, avec 163 entreprises, suivie de la Chine (103 entreprises) et de l'Espagne avec 90 entreprises, selon les organisateurs. La France ne participe qu'avec 67 entreprises, derrière l'Italie présente participe avec 82 entreprises. «Batimatec est un pôle d'échanges très important : échange d'informations, d'expertises et autres expériences», dira le D' Abdelmadjid Dennai, président de

la Confédération du BTPH. De nouveaux équipements et matériaux seront présentés durant cette édition. Pendant cinq jours ; des journées techniques et des conférences sont programmées, notamment sur la promotion de la production nationale dans le secteur du bâtiment et des filières annexes.

D'ailleurs, c'est la revendication principale qui a été défendue par le D' Abdelmadjid Dennai lors de la dernière tripartite. D'autres rencontres techniques regrouperont les producteurs de matériaux de construction et entreprises de réalisation. La troisième

me journée sera consacrée aux industries des matériaux de construction ; béton prêt à l'emploi et contrôle de qualité.

Parmi les exposants nationaux, l'ouest participe en force. C'est le cas notamment de l'entreprise SOCOPE qui présentera des produits et équipements de qualité pour le BTPH.

Evoquant le rôle des entreprises algériennes dans le nouveau quinquennat, le D' Dennai dira que l'autoroute du sud sera réalisée par les entreprises algériennes avec des garanties et à moindre coût.

M. Zenasni

## MOSTAGANEM

# Peine capitale pour les deux tueurs du greffier de justice

**La Cour d'assises de Mostaganem a condamné lundi dernier, deux jeunes hommes dans une affaire d'homicide volontaire avec préméditation et guet-apens.**

A la salle d'audience, le box des accusés est occupé par 6 individus, impliqués dans cette affaire. Le mobile du crime serait le vol de la voiture de la victime. Selon l'énoncé de l'arrêt de renvoi, tout a commencé dans la soirée du 14 mai 2014 à partir de 20h, lorsque Mekherbech Mustafa, greffier de justice âgé de 31 ans, à bord de son véhicule de marque Peugeot 206 avait rendez-vous avec ses deux amis A. A. (21 ans) et K. H. H. (25 ans) à Stidia-plage. La victime était loin de soupçonner qu'elle allait être la cible d'un véritable guet-apens tendu par ses deux amis pour lui voler sa voiture. Ainsi, ils n'ont pas

hésité à le tuer en lui portant des coups de couteau aux genoux et au dos, puis ils lui ont lié pieds et mains et l'ont jeté dans le coffre arrière de la voiture avec l'intention de l'abandonner dans un endroit boisé près de la plage de Sidi-Mansour. Arrivés sur les lieux, croyant que la victime était déjà morte, ils s'aperçoivent que le pauvre malheureux se débattait et tentait de se libérer de ses nœuds. Ils décident alors de l'achever une fois pour toutes, avec une trentaine de coups de couteau et le laissèrent pour mort derrière un talus.

Les deux agresseurs ont pris la fuite à bord du véhicule volé en direction du village balnéaire de Stidia. Depuis, ces meurtriers avec la complicité d'autres acolytes comptaient vendre la voiture hors de la wilaya de Mostaganem. Ils contactèrent B.A. (26 ans) un receleur notoire de la ville d'Oran spécialisé dans ce genre de négoce des voitures volées. Un arrangement est réalisé pour la vente

dudit véhicule à 18 millions de cts. Mais le receleur, sans s'acquitter de la somme, prit le volant du véhicule et disparut sur la voie express Mosta/Oran. Malheureusement, B.A. en cours de route a perdu le contrôle du véhicule pour percuter un piéton et finir sa course dans un fossé. Agissant suite à un appel d'urgence faisant état d'un accident de voiture, les services de sécurité d'Oran se sont déplacés immédiatement sur les lieux et l'ont arrêté. C'est l'immatriculation de la voiture volée qui était recherchée par toutes les polices du territoire, ce qui a permis aux enquêteurs de découvrir le pot aux roses.

Condamnés donc à la peine capitale, les meurtriers sont restés stoïques à l'énoncé de la sentence. Ils avaient montré tout au long du procès une absence de remords. Le reste du groupe impliqué dans cette affaire et le receleur ont été condamnés à la même peine, 3 ans de prison ferme.

A. B.

## NOUVELLEMENT RÉHABILITÉE ET RENFORCÉE PAR DES SPÉCIALISTES

# La maternité Zohra-Aouraï de Tiaret aspire à de meilleurs horizons

**Allant d'une simple structure sanitaire à l'orée des années 2008 à un établissement hospitalier spécialisé, la maternité Zohra-Aouraï de Tiaret constitue vraisemblablement, un véritable pôle gynéco-obstétrique non seulement pour la wilaya, mais aussi pour les régions environnantes, si l'on tient compte du taux d'admission enregistré pour la seule période du premier trimestre 2015.**

En effet, sur les 2 139 accouchements enregistrés, figurent 1 886 nouveaux-nés à terme, 119 prématurés, 56 nés vivants et décédés, 78 morts-nés et enfin le décès d'une seule parturiente. La même situation a fait ressortir quelque 1 430 naissances par voie normale, 570 par césarienne et 20 au forceps. Au chapitre consultation, la maternité de Tiaret a comptabilisé durant la

même période 3 373 cas relevant de l'obstétrique parmi lesquels l'on dénombre 1 283 explorations fonctionnelles (échographie).

En gynécologie, en revanche, les consultations ont frisé les 2 320 avec 66 actes opératoires. En matière d'évacuation vers la maternité de Tiaret, il a été enregistré, durant les trois premiers mois de l'année en cours, 257 cas dont

6 en provenance d'autres wilayas. Tout compte fait, cette structure qui, par le passé, défrayait la chronique pour ce qui est des conditions d'hygiène et de prise en charge aspire actuellement à de meilleurs horizons.

Ainsi, outre les travaux de mise à niveau dont elle a bénéficié, la maternité de Tiaret, qui compte déjà quatre gynécologues chinois et 2 médecins généralistes ayant le certificat d'étude de spécialité en gynéco-obstétrique vient d'être renforcée par une gynécologue, 3 pédiatres et 3 autres médecins réanimateurs, et ce, en prévision de l'ouverture prochaine du très attendu complexe mères-enfants. Un établisse-

ment perçu telle une bouffée d'oxygène pour la région du fait du rôle prépondérant qu'il aura à assumer en termes de prise en charge des populations concernées.

Par ailleurs, fraîchement installé à la tête de ladite maternité, en remplacement de M. Bensaïd parti en retraite, M. Larbi Sekkine, ancien chef de service des ressources humaines et plusieurs fois intérimaire de directeur de la santé, compte insuffler un sang neuf à son établissement «par le biais de la rigueur, la discipline, l'organisation des services et la formation du personnel tous corps confondus, des critères convergeant indubitablement vers l'amélioration des

conditions de prise en charge des malades», devait-il signifier.

Aussi, tout en misant sur le strict respect des textes régissant le fonctionnement de l'établissement notamment ceux inhérents, entre autres, aux horaires de visite, le même intervenant s'est dit prêt à redorer le blason de la maternité par la création d'une équipe dévouée et dynamique à la fois.

Mourad Benameur

## AÏN FRAS (MASCARA)

# Ils ferment la mairie et exigent le départ de son secrétaire général

**Aïn Fras, localité située à une cinquantaine de kilomètres de Mascara à la limite de la frontière du territoire avec Sidi-Bel-Abbès, a vu ses citoyens s'insurger contre le comportement belliqueux, disent-ils, du secrétaire général de la commune.**

Hier, dans la matinée, ils n'ont exigé ni plus ni moins que son départ. Celui dont la réputation ne serait, au demeurant, pas surfaite selon leurs dires, est tenu pour responsable du dysfonctionnement de la mairie à la tête de laquelle se trouve un P/APC par intérim. Le siège de l'APC devant lequel nous arrivons vers onze heures est fermé par ces contestataires,

tous des jeunes, exemplaires dans leur comportement. L'un nous ouvre la porte et deux de leurs représentants nous énumèrent leurs revendications qui commencent par une demande pour plus de justice dans les recrutements en passant par une demande d'amélioration du cadre de vie dans cette commune. Des personnes venant d'une commune limitrophe passent en priorité quand il s'agit d'emploi, nous dit un jeune.

Nous faisons face à un mépris total, renchérit un autre. Et un troisième de dénoncer la situation de ce qui reste du site où on avait procédé à la démolition d'habitations précaires, qui offre un spectacle désolant. Nous sommes des laissés-pour-compte et toutes

nos doléances sont restées vaines, nous déclare, cette fois-ci, une personne plus âgée et de confiance, «en face, c'est la surdité».

Un membre de l'APC s'approche de nous et conforte les réclamations des jeunes, qui dira-t-il, le malaise est latent et profond dans cette commune parce qu'il isolée du reste de la wilaya. Nous signalons que ce représentant du wali et le chef de daïra ont pris langue avec deux représentants de la sécurité civile.

Au moment de notre départ, les jeunes n'en démordent pas et déclarent : la mairie va rouvrir ses portes mais sans le secrétaire général.

M. Meddeber

## RELIZANE

# Des habitants de Sidi-Lazreg se plaignent du réseau d'assainissement

**Les habitants de la Cité des 28 logements, dans la localité d'El Kenanda, relevant de la commune de Sidi-Lazrag, dans le sud de la wilaya de Relizane, dans une correspondance adressée au wali et dont une copie a été remise à notre rédaction, évoquent les difficultés qu'ils endurent depuis des années, concernant notamment la défectuosité des canalisations des eaux usées.**

Selon ce document, le réseau d'assainissement dans cette cité est totalement défectueux. Résultat, les fuites des eaux usées qui surviennent en permanence menacent la santé des habi-

tants et des enfants en particulier. «Pire encore, les eaux usées qui se déversent partout ont transformé la cité en un véritable foyer d'insectes et de bestioles nuisibles. Quant aux odeurs nauséa-

bondes, elles se dégagent de tous les coins», affirment les habitants, avant de préciser que leurs logements, réalisés il y a 15 ans, leur ont été livrés dans un état lamentable et n'ont bénéficié d'aucune viabilisation ni aménagement extérieur. Ils ajoutent aussi que même les logements font l'objet de malfaçons extrêmement graves. «Les logements situés dans les étages supérieurs subissent des infiltrations d'eaux pluviales en hiver, parce que les terrasses n'ont pas

été convenablement protégées par l'étanchéité», indiquent-ils. Selon les habitants, en dépit des multiples correspondances adressées aux services de l'OPGI, la cité n'a bénéficié d'aucune opération d'aménagement ou de travaux d'entretien. «Ils ne font que nous donner des promesses qu'ils ne tiennent pas» dit-on. Les habitants de cette cité espèrent l'intervention du wali pour mettre fin à leur calvaire.

A. Rahmane